

Beaucouzé, le 20 JUL. 2022

Le directeur départemental  
des services d'incendie et de secours

à

Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire  
Direction de l'interministérialité et  
du développement durable  
Bureau des procédures  
environnementales et foncières  
Place Michel Debré

49934 ANGERS CEDEX 09

Groupelement prévention des risques bâtimentaires  
Service prévention de l'arrondissement de Cholet  
Dossier suivi par : le Cne SIREAU  
Tél. 02 41 33 22 50  
Référence : 21317 IND22.159

**Objet :** Création d'un centre de tri des déchets recyclables interrégional dont une partie est située sur la commune de la Tessoualle.

**Réf.** Votre transmission reçue le 28 juin 2022.

Par courrier référencé ci-dessus, vous avez bien voulu m'adresser une demande d'autorisation. Aussi, j'ai l'honneur de vous rendre compte de l'étude de ce dossier et de l'avis émis par le SDIS.

### CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La demande est assujettie aux dispositions :

- du code général des collectivités territoriales (CGCT)
- du code de l'environnement (Livre V)
- du code du travail (4<sup>ème</sup> partie – Livre II)
- du code de l'urbanisme
- du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie
- de la note interministérielle du 3 juillet 2015 relative à l'instruction des demandes de permis de construire et des demandes d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement.

Cette dernière rappelle que l'avis du SDIS ne portera que sur la protection de l'environnement (tiers et autres enjeux environnementaux) et non sur la protection des biens. Les points suivants sont donc analysés pour les scénarios accidentels étudiés dans l'étude des dangers transmise par l'exploitant :

- les moyens d'alerte des secours ;
- l'accessibilité au site ;
- l'accessibilité aux installations (voies et aires de stationnement des engins et des échelles...) ;
- les moyens de lutte contre l'incendie et les moyens d'intervention en cas de fuite ou de déversement de matières dangereuses, tant ceux mis en œuvre par l'exploitant que ceux mis à disposition des sapeurs-pompiers ;
- les conditions de sécurité liées à l'intervention des sapeurs-pompiers (en prenant en compte par exemple les flux thermiques, le risque toxique...).

Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, l'avis du service départemental d'incendie et de secours ne porte que sur le champ réglementaire d'une consultation et non au titre de toutes ses compétences.

## **ACTIVITE**

Ce projet a fait l'objet d'une première étude (IND22.100) transmis le 28 avril 2022. Cette demande correspond aux compléments demandés par la DREAL.

La création de ce centre de tri doit répondre aux besoins de 13 collectivités des Deux Sèvres, de la Vienne, de la Vendée, du Maine-et-Loire et de la Loire Atlantique. Une partie du site (11 777 m<sup>2</sup>) se trouve sur la commune de la Tessoualle (département de Maine-et-Loire), le reste (42 241 m<sup>2</sup>) est situé sur la commune Loublande commune associée de Mauléon (département des Deux-Sèvres).

Le dossier est présenté par la Société Publique Locale UNITRI, exploitée par les sociétés Brangeon environnement et Séché environnement au sein d'une société commune TRINOVIA.

Le centre de tri sera organisé en trois halls d'exploitation :

- hall amont de réception des déchets recyclables à trier au nord de 4154 m<sup>2</sup> (dont une petite partie se situe dans le Maine-et-Loire),
- hall process tri de 3345 m<sup>2</sup> au sud-est avec cabine de tri,
- hall aval de stockage des déchets recyclables triés par catégorie de matières sud-ouest de 2551 m<sup>2</sup>,
- des vestiaires, atelier magasin, locaux sociaux, bureaux, accueil, salle d'activité (disposant de deux étages) au sud représentant 444 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée.

La cour logistique entre le hall amont et aval (département de Maine-et-Loire) disposera de compacteurs, bennes, station de lavage, station de carburant (avec cuve hors sol double peau de 5000 l) et réserve d'eau aérienne sprinklage de 480 m<sup>3</sup>.

Un portique de détection de la radioactivité équipera le pont bascule en entrée.

La durée totale des travaux de construction est estimée à 26 mois.

Selon déclaration, l'effectif du personnel est de 34 personnes en simultanée.

Le site sera ouvert de 6h à 21h30 du lundi au vendredi (société de gardiennage à distance en dehors des heures d'ouverture).

## **CLASSEMENT**

L'installation est classée pour la protection de l'environnement sous le régime de l'enregistrement.

### **Tableau des rubriques :**

<b>RUBRIQUE</b>	<b>ACTIVITE</b>	<b>REGIME</b>
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papier, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Enregistrement
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes	Déclaration avec contrôle

2713-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou déchets de métaux non dangereux	Déclaration
--------	---	-------------

## **IMPLANTATION**

**Adresse :** ZAE de la Croisée à Loublande, 79700 MAULEON.

**Isolement par rapport aux tiers :** par éloignement supérieur à 10 m.

**Accessibilité :** le site est desservi au Sud par trois accès munis d'un portail coulissant (entrée unique poids lourd, entrée sortie VL et bus et sortie unique poids lourd) par la voie communale n° 1 en direction de Loublande. L'accès pour les secours de Maine-et-Loire s'effectue par la RN 249 puis la RD 71 en direction de Mauléon. L'ensemble des façades du bâtiment est accessible aux engins de secours.

## **DESCRIPTIF DES BATIMENTS**

### **Dispositions constructives :**

Les trois halls seront séparés par des murs REI 120 de 16 mètres de haut dépassant d'un mètre en toiture, de 6 mètres de haut entre les cellules de stockage du hall amont, de 5 mètres de haut dans les cellules de stockage du hall aval et de 9,5 mètres de haut avec le bâtiment vestiaires locaux sociaux.

La structure des trois halls sera R60 avec une charpente en béton.

Des études de flux thermiques ont été réalisées suivant différents scénarios. Les résultats montrent aucun dépassement des flux supérieurs à 3 kw/m<sup>2</sup> à l'extérieur du site.

Aucun effet domino n'est à prévoir à l'intérieur ni à l'extérieur du site.

## **MOYENS DE SECOURS INTERNES**

**Détection incendie :** les locaux techniques sont équipés d'une détection automatique d'incendie.

**Extincteurs :** extincteurs, RIA et présence de canons dans les halls amont (6 x 2000 l/mn) et aval (2 x 200 l/mn) alimentés par un groupe motopompe assurant un débit de 300 m<sup>3</sup>/heure raccordés à la réserve incendie interne de 500 m<sup>3</sup>.

**Extinction automatique :** présence de protection incendie fixe sprinkler dans le hall process, protection déluge sur les équipements à risques, protection incendie par systèmes d'extinction gaz dans les locaux TGBT Process et TGBT bâtiment.

## **DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE**

**Surface de référence :** 3 345 m<sup>2</sup> (hall process) selon le tableau de calcul D9.

**Mode de calcul :** L'exploitant a réalisé l'étude des besoins en eau sur la base de la règle APSAD D9. Le débit requis global est de 210 m<sup>3</sup>/h pendant 2h.

### **Le site est défendu par :**

- un PI interne au nord-est du site (département du Maine-et-Loire) avec un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/heure raccordé à la bache incendie souple interne de 300 m<sup>3</sup>;
- un PI interne au nord-ouest du site (département du Maine-et-Loire) à proximité de la station de carburant avec un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/heure raccordé à la bache incendie souple interne de 300 m<sup>3</sup>;
- une bache incendie souple interne de 300 m<sup>3</sup> au nord-ouest du site (département du Maine-et-Loire) à proximité de la réserve sprinkler avec trois prises d'aspiration ;
- une bache incendie souple de 120 m<sup>3</sup> à 100 mètres de l'entrée et à l'extérieur du site avec aire d'aspiration de 120 m<sup>2</sup>.

### **Rétention des eaux d'extinction polluées :**

Selon le calcul de la D9A, les rétentions sont réalisées en partie dans les bâtiments sinistrés et le scénario majorant concerne le hall aval dont il manque 816 m<sup>3</sup>.

Les eaux de toiture du bâtiment nord sont dirigées vers le bassin n° 1 à l'ouest (département de Maine-et-Loire) d'une capacité de 300 m<sup>3</sup>.

Les eaux de toiture du bâtiment sud, les eaux de voiries de l'ensemble du site ainsi que la rétention des eaux d'extinction sont dirigées vers le bassin n° 2 équipé d'un déboureur séparateur à hydrocarbure et d'une vanne d'isolement au sud d'une capacité de 850 m<sup>3</sup>.

### **PRESCRIPTIONS**

1/ Permettre au secours d'accéder au site en permanence et afficher des plans d'intervention facilement détachables au niveau des accès des bâtiments.

2/ Tenir en permanence à disposition des secours les fiches de données de sécurité des produits dangereux en présence.

3/ S'assurer que les personnels d'astreinte réceptionnant les alarmes incendie sont formés au maniement des moyens de secours internes (extincteurs et RIA).

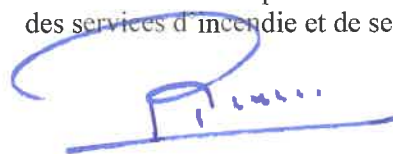
4/ Rendre la réserve incendie au nord-ouest du site accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie.

Il conviendra de solliciter le SDIS de Maine et Loire afin de réceptionner le point d'eau.

### **AVIS**

J'émet un avis favorable à l'exploitation de cette activité. Toutefois, les prescriptions mentionnées ci-dessus devront être respectées.

le Directeur départemental  
des services d'incendie et de secours,



Contrôleur général Jean-Philippe RIVIERE

### **Copie :**

- M. le chef du groupement territorial Sud Cholet
- M. le chef du groupement des opérations